

La Turquie profite de la chute d'Alep pour combattre les forces kurdes

 mediapart.fr/journal/international/041224/la-turquie-profite-de-la-chute-d-alep-pour-combattre-les-forces-kurdes

Istanbul (Turquie).– L'avancée des rebelles islamistes syriens a surpris jusqu'à leur parrain d'Ankara. L'offensive menée par Hayat Tahrir al-Cham (HTS), depuis la région que contrôle le groupe radical dans la province d'Idlib et dont l'ampleur devait être limitée, a finalement débouché, le 30 novembre, sur la déroute totale des troupes du dictateur syrien Bachar al-Assad, et la prise de la ville d'Alep, d'où les rebelles avaient été chassés en 2016.

Préparée de longue date, cette offensive aurait été repoussée sous la pression de la Turquie, qui menait ces derniers mois des négociations avec Bachar al-Assad pour obtenir notamment un retour d'une partie des réfugié-es syrien-nes installé-es en Turquie et une alliance contre les forces kurdes syriennes qui contrôlent certaines zones du pays déchiré par une guerre civile depuis 2011.

« *Je pense qu'ils évitaient aussi d'attaquer alors que le Hezbollah libanais [dont les milices sont présentes en soutien au régime d'Assad depuis la bataille de Qousseir en 2013 – ndlr] était encore en conflit avec Israël, afin de ne pas se faire accuser de soutenir Tel-Aviv* », explique Erhan Keleşoğlu, universitaire spécialisé dans les relations internationales à l'université d'Istanbul. Le cessez-le-feu conclu fin novembre a ouvert la voie.

Sous le feu des bombardements de l'aviation et de l'artillerie russes – Moscou est, avec l'Iran, un autre soutien majeur d'Assad – et syriennes qui s'étaient intensifiés ces dernières semaines, les rebelles ont fini par lancer une offensive destinée, au départ, à déplacer les lignes de front, mais qui a débouché sur une avancée fulgurante et la prise d'Alep. Hayat Tahrir al-Cham et les groupes qui lui sont alliés ont même progressé plus au sud jusqu'à la banlieue de la ville de Hama où des combats sont en cours.





Une femme et des enfants kurdes syriens fuyant le nord d'Alep dans une rue de Tabqa, dans la banlieue ouest de Raqqah, le 4 décembre 2024. Les Kurdes syriens fuient l'assaut des groupes soutenus par Ankara qui ont pris le contrôle de la ville où ils vivaient. © Photo Delil Souleiman / AFP

La prise d'Alep a déclenché un tonnerre d'applaudissements dans les rangs des soutiens au pouvoir islamo-nationaliste de Recep Tayyip Erdoğan, qui ne cachent pas leur nostalgie de l'Empire ottoman, voire leur velléité expansionniste. « *Alep est turque et musulmane, jusqu'à la moelle !* », s'est laissé emporter mardi 3 novembre Devlet Bahçeli, leader de l'extrême droite du MHP et indispensable allié d'Erdoğan, alors que la photo de rebelles pro-turcs déployant un drapeau turc sur les murs de la citadelle de la ville fait le tour des réseaux et de la presse pro-gouvernementale.

Dans ce même discours, Bahçeli promettait de « *continuer à nettoyer chaque recoin de la vermine à figure humaine* », comprendre les Kurdes de Syrie, contre lesquels Ankara a lancé, en parallèle, une offensive le 30 novembre.

Deux offensives parallèles

Car, si Ankara a donné le feu vert à l'assaut lancé par Hayat Tahrir al-Cham (et les groupes djihadistes internationaux, notamment ouzbeks, tchéchènes et ouïghours qui l'épaulent) contre le régime d'Assad, les rebelles directement financés par la Turquie, eux, n'y participaient pas dans leur écrasante majorité. Ces groupes de mercenaires syriens arabes et turkmènes, qu'Ankara a par le passé déployés en Libye et dans le Haut-Karabagh, sont réunis dans une structure baptisée Armée nationale syrienne.

Les groupes de mercenaires sont notamment connus pour leur indiscipline et les violences qu'ils exercent sur les populations civiles (avec de nombreux cas de viols, pillage et enlèvements contre rançon documentés par l'ONU et des associations de défense des droits humains) dans les zones qu'ils occupent dans le nord de la Syrie.

Les rebelles syriens reconquièrent Alep

30 novembre 2024

L'effondrement du front tenu par les troupes d'Assad a créé un vide de pouvoir dans lequel se sont engouffrées ces troupes, qui ont attaqué la région de Tell Rifaat, au nord d'Alep, tenue par les forces kurdes et où résident de nombreux déplacés qui avaient fui ces mêmes mercenaires lors de la conquête de la région voisine d'Afrin en 2018.

Ces forces majoritairement kurdes baptisées Forces démocratiques syriennes, qui ont vaincu le « califat » de l'État islamique avec l'aide de la coalition internationale menée par Washington, sont la bête noire d'Ankara en raison de leur proximité évidente avec la guérilla kurde de Turquie, le PKK.

Les troupes kurdes ont rapidement reflué de la zone, tandis que des milliers de civils tentaient de s'échapper vers les autres zones tenues, plus au sud et à l'est, par les forces démocratiques syriennes. « *Ils savent qu'elles ne sont pas en position de force et que ces zones sont difficiles à tenir et elles font donc le choix de se retirer pour se repositionner plus loin* », explique l'universitaire Mesut Yeğen, spécialiste de la question kurde.

Erdoğan espère le feu vert de Trump

La prochaine cible de l'offensive des brigades pro-turques est désormais, plus à l'est, la ville de Manbij, dernière grande localité tenue par les forces démocratiques syriennes à l'ouest de l'Euphrate. C'est cette zone à l'ouest du fleuve d'où la Turquie entend les chasser, avantagée par l'absence de troupes américaines sur place, celles-ci se concentrant uniquement à l'est de l'Euphrate, en attendant l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Celui-ci, espère Ankara, pourrait donner l'ordre à ses soldats de se retirer, donnant à la Turquie le feu vert pour poursuivre plus avant ses attaques.

La Turquie mène donc deux offensives différentes, l'une vers le sud, celle d'HTS, qu'elle soutient de loin, en espérant que l'avancée des rebelles islamistes la placera en position de force à la table des futures négociations avec le régime d'Assad et ses alliés internationaux ; l'autre, vers l'est, menée par ses supplétifs de l'Armée nationale syrienne contre les Kurdes et leurs alliés arabes locaux.

Cette double offensive débouche sur des tensions qui commencent à se faire jour entre les deux forces, HTS refusant pour le moment d'attaquer les quartiers kurdes d'Alep de Cheikh Maqsoud et d'Achrafieh, qui seraient encore tenus par les forces démocratiques syriennes, afin de se concentrer sur la lutte contre les troupes d'Assad. HTS reproche également ouvertement aux mercenaires pro-turcs d'être trop inféodés aux intérêts d'Ankara en ne privilégiant pas la lutte contre le régime de Damas, et de se livrer au pillage au détriment des populations civiles.

« *Ces groupes sont connus pour leur propension à se livrer au pillage, ils ont même l'habitude de se combattre entre eux pour savoir qui obtiendra la plus grande part de butin* », explique Erhan Keleşoğlu. Des dizaines de milliers de civils fuient les zones

conquises par ces troupes et des récits circulent, y compris parmi les familles réfugiées à l'étranger – dont une en France qui affirme avoir perdu deux de ses membres, des Kurdes de confession yézidie, qui auraient été abattus à un check-point.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, les supplétifs pro-turcs auraient exécuté « *au moins dix hommes et une femme* » et procédé à des arrestations arbitraires de jeunes hommes kurdes.

Conséquences sur d'éventuels pourparlers de paix en Turquie

Les nombreuses images diffusées sur les réseaux de mercenaires de l'Armée nationale syrienne insultant et molestant des femmes et des hommes kurdes attaché-es et habillé-es en civil nourrissent aussi la colère des Kurdes de Turquie. Mardi 3 novembre, une manifestation à Istanbul a été dispersée par la police qui a procédé à quatre-vingt-quatre arrestations, quatre des manifestants ont été placés en détention provisoire pour « *propagande d'une organisation terroriste* ».

« La reprise d'Alep par le régime syrien est peu probable dans un futur proche »

3 décembre 2024

Le pouvoir d'Ankara, par la voix de Devlet Bahçeli, avait pourtant laissé planer en octobre la possibilité de négociations de paix avec la guérilla kurde du PKK et son fondateur emprisonné depuis 1999, Abdullah Öcalan. « *Cela ne veut pas dire que la perspective des négociations disparaît, Ankara peut simplement chercher à négocier depuis une position de force* », estime Erhan Keleşoğlu.

« *Les frontières tracées entre les Kurdes sont artificielles, les Kurdes de Turquie et de Syrie sont un seul et même peuple, les familles se trouvent parfois des deux côtés de la frontière, comment voulez-vous que le pouvoir parle de paix aux uns tout en attaquant les autres ?* », interroge Ebru Günay, ancienne députée du parti pro-kurde de Turquie, le DEM, et présidente de la commission des affaires internationales du parti.

« *Si le pouvoir veut vraiment entamer des négociations, alors il doit lever l'isolement qui pèse sur Öcalan, lui permettre de voir ses avocats, sa famille et les responsables politiques kurdes. Mais une chose est certaine : on ne peut pas mener des négociations si un climat de confiance réciproque n'est pas établi* », estime-t-elle.

Yann Pouzols